

La ville : acte de naissance de la Cité

par Jérémy Bredin

N'importe quel intellectuel ressentira, sur la question de la ville, un apriori spontané : l'angle sous lequel le sujet doit être traité nécessite d'être intimement lié à l'aspect politique. La sociologie de la ville, cette branche particulièrement féconde et quasi-fondatrice de la sociologie américaine n'apparaît guère que comme une sorte de préparation pharmaceutique à confier au médecin – le politicien. Le philosophe, qui s'intéressera à la ville, ne saurait-il être autre que le philosophe politique ? Cela n'est pas mon avis.

Cicéron définit Socrate comme étant – entre autre – celui qui « le premier invita la philosophie à descendre du ciel, l'installa dans la ville »¹. Cette idée d'une séparation à partir de Socrate, d'une révolution socratique, fut présente dès l'antiquité. Le monde a connu deux grandes périodes : avant et après Socrate². Avant et après la descente de la philosophie dans la ville. La pensée grecque, post-socratique, est emplie de cette importance capitale de la ville. Citons comme exemples Platon³, Diogène de Sinope⁴, Aristote⁵, les liens étroits entre les stoïciens et le pouvoir romain⁶. Outre que près de six siècles viennent d'être traversés avec une facilité qui ne peut que donner le vertige, le philologue attentif soulignera que nous parlons non plus de ville, *ἄστυ* (astu), mais de cité, *πόλις* (polis). C'est à dire que face à la neutralité de la ville, la *πόλις* contient une dimension politique majeur. La *πόλις* se définit par sa constitution (*πολιτεία* – politéia) et le rapport qu'entretiennent entre eux les concitoyens (*πολίτης* – politès). La ville ne possède pas, elle, tout se caractère politique.

Cette différenciation est pleine de bon sens et mérite qu'on s'y intéresse sérieusement. Une séparation nette ne saurait guère exister dans le cas des grecs pour qui la Cité est, le plus souvent, la Ville. Il faut, cela dit, faire la distinction car elle subsiste. Tous les lacédémoniens ne sont pas spartiates, Athènes possède de nombreuses villes. En somme, la Cité est la capitale d'un État qui repose sur la forme d'une ville-nation, le tout réunie dans un pays, la Grèce, dont la forme, bien que pouvant rappeler vaguement une sorte d'Union européenne, ne devrait pas être confondue avec. Les grecques connaissent la distinction entre les villes et les cités mais, étrangement, ne s'intéressent toujours qu'à ces dernières. Plus que l'absence de réflexion sur la ville, c'est la manière dont la *πόλις*

1 Cicéron, *Tusculanes*, V, 10, trad. fr. Claude Rambaux, Paris, Les Belles Lettres, 1997. On notera que Cicéron ouvre le livre cinquième en annonçant que la philosophie est guide de l'existence et ce sont les philosophes qui ont « enfantés les villes ». Le lien philosophie/ville est un axe très présent dans la pensée de Cicéron.

2 Cette idée se trouve dès Aristote, le quasi-père de l'Histoire de la Philosophie. Cependant, ce-dernier voit en ses prédécesseurs autant d'étapes ayant amenées, par échecs successifs, jusqu'à lui, le sage véritable. Vision on-ne-peut-plus hégélienne si il en est.

3 Platon, *République*, *Timée*, *Lois*.

4 Voir la reconstruction proposée par Suzanne Husson : *La République de Diogène*, Paris, Vrin, 2011.

5 Aristote, *Ethique à Nicomaque*, *Les Politiques*.

6 Nommons seulement Sénèque et Marc-Aurèle.

occupe tout l'espace qui doit se trouver informatif pour nous. La Cité platonicienne ne contient jamais de villes satellites. La ville, à proprement parler, est la cité. Et faire la distinction doit sembler étrange pour les grecs, même si elle existe. La ville qui n'est pas cité est une semi-ville, une aberration mais existante. Comme le mulet n'est pas réellement un âne mais parvient quand même à l'existence. En somme, est-il concevable que le philosophe politicien étudie, lorsqu'il fonde un état, la possibilité même d'un pseudo-État, sans aucune réelle autonomie, tel Andorre ? Cela paraît peu envisageable car il s'agirait d'un État-diminué et non d'un État-réel. Tenterait-on d'étudier les sens de l'homme en prenant, comme sujet d'étude, un aveugle ? La réponse sera évidente pour tous.

Ainsi, le sens de la ville, sa nature, est d'être Cité. La Ville-Cité est un paradigme commun de la philosophie qui, par sa notion de Cité, a souvent caché celle de Ville. Paradoxalement, c'est en pensant la Cité que Spinoza fait la distinction avec la Ville, dans son *Traité Politique*⁷. En effet, le philosophe néerlandais différencie très nettement un état aristocratique où le pouvoir n'appartient qu'à une seule cité de celui où le pouvoir est partagé entre différentes villes-cités. Spinoza imagine également des villes, trop petites pour être des cités, et devant être rattachées aux autres cités de l'État. Plus étonnant, il propose que dans un tel État, ce soit dans une ville où l'on enlèverait le droit de vote, c'est à dire une ville sans être Cité, que le Sénat national aurait son siège, permettant ainsi d'éviter le fait d'avoir une véritable capitale. La Ville, indiscutablement, existe et si elle se mélange souvent avec la Cité dans l'esprit des penseurs, elle ne doit pas pour autant s'y confondre.

Arrivé à ce point, il ne fait guère plus de doute quant à la réalité de cette entité *Ville* qu'on ne saurait confondre avec cette autre entité *Cité*. Trop souvent les deux ont été mélangées. Ne jetons pas la pierre pour autant. Comme j'ai tâché de le montrer, la nature de la Ville est d'être Cité, d'être une entité politique. Or, en cette époque où le pouvoir politique français se centralise et se décentralise successivement pour laisser vivre, non plus les villes, mais les communautés de communes, les régions, les agglomérations, comment s'étonner que les intellectuels fuient, non pas lâchement, mais avec raisons, le sujet de la ville ?

Le philosophe ne sait plus parler de la ville car on ne lui a guère jamais enseigné que d'en parler de façon politique. Et il s'agit de ce que je déplore justement ici. Opium Philosophie a proposé pour sa quatrième édition de penser la Ville. Non pas la *Cité*, mais la *Ville*. Il me semble alors, essentiel, de se tourner vers les villes les moins Cités, et même vers les villes les moins citées. Celles que l'on ignore le plus. Oublions Paris, New-York, Berlin. Oublions ces villes où le poids politique est encore là. Oublions, en sommes, ces villes, qui risqueraient de nous faire trop penser à des cités et concentrons sur les Villes en tant que telles.

Quel est le propre de la Ville (et non celui de la Cité) ? Cette question simple amène une

7 B. Spinoza, *Traité Politique*, chap. IX

réponse qui l'est tout autant. Plutôt que de nous questionner sur l'homme en tant qu'animal rationnel, interrogeons nous sur l'homme en tant qu'animal. Et ainsi, plutôt que de songer à voir la Ville comme une Cité, c'est à dire comme une union à des fins politiques, j'invite les philosophes à voir la Ville dans sa nature la plus fondatrice : *l'union*.

A ce propos, je me permet de revenir aux classiques. *La République* de Platon ne met en scène une cité avec des lois, une cité complexe, qu'après avoir vu, au préalable une ville-union où les individus sont si peu nombreux que les lois ne semblent pas encore nécessaires⁸. Il y a là, je pense, un indice décisif. La Cité n'existe que par la formation d'une union politique, que dans les lois, que dans la constitution. Une ville, où les individus seraient en si petit nombre que les lois n'auraient pas besoin d'exister, ne serait pas une Cité. Immédiatement, l'on me soumettra le fait que même dans les tribus les plus minuscules, il existe des lois. Elles existent pour permettre la transmission d'une certaine stabilité entre les générations. Ces tribus, de par la recherche d'une stabilité intergénérationnelle montrent qu'elles sont, en réalité, des Cités. La Cité cherchent donc la stabilité temporelle. Serait-ce un soucis en moins pour la ville ?

A ce point de la recherche, maigre – il faut le dire – où en sommes nous ? La Ville est l'union de quelques individus qui ne cherchent pas à émettre des lois. Une loi est un ordre qui s'applique à tous, à chacun, sans distinction. Sauf si la dite distinction se trouve comprise dans la loi. En sommes, la loi est un ordre, brutal, général, qui touche sans égard aux individualités. Il n'y a pas de loi, dans la Ville, il y a de la *coopération*.

La Ville serait l'union de quelques individus coopérants ensembles (pas nécessairement pour un but commun) dans laquelle aucune force ou loi politique n'existerait. La Ville est une simple communauté, de quelques individus, qui se reposent sur un lieu choisi et décrète une stabilité géographique à défaut d'une stabilité politique qui ne saurait voir le jour sans une Cité. Mais, la mobilisation géographique n'est-elle pas, déjà, un ordre politique ? N'est-ce pas donner une loi : « *ceci est notre ville* » ? Dans cet acte fondateur de la Ville, l'union transforme la *Ville* en *Cité*. La Ville devient à la fois le lieu et le peuple qui s'unit et crée cette entité nouvelle : la Cité.

Il me semble y avoir une tension palpable dans le couple Ville/Cité. Tension que certains pourraient retrouver facilement dans des faits politiques et des revendications. Bien que l'exemple soit trivial et d'une réalité politique discutable, permettons nous de prendre certaines émanations du Street Art. N'entendons nous pas, fréquemment, une critique de l'état politique, critique si virulente, annonçant ne pas obéir à ses lois ? Et dans ces mêmes critiques on entend une revendication d'appartenance à une ville, une « cité » comme le mot est usé régulièrement, mais, dans les faits, ce

8 Platon, *République*, 369B-D, puis passage d'une association de quelques membres à une petite cité de 369D à 372C.

que nous définissons comme une ville.

Prisée par la culture hip-hop, cette vision d'une opposition Ville/Cité devrait faire rougir de honte les philosophes qui ne l'ont pas vu plus tôt. Dans son refus de la politique de la Cité, un groupe peut revendiquer son appartenance à une ville, à un lieu géographique, qui devient alors marque d'une individualité propre et, en même temps, d'une communauté qui se détache, bien plus qu'elle n'appartient, à la Cité.

L'origine de la ville revient alors et se réveille. L'ère d'une Ville sans loi, c'est à dire d'une proto-Cité devient un vague souvenir, inconscient, d'une nostalgie. Car si une ville ne saurait pas être, légitimement sans loi⁹, sa fondation et donc, le moment où elle est devenue Cité, était un moment où elle ne possédait pas encore les lois actuelles. De la même manière que le peuple peut regretter le moment où il a donné sa souveraineté¹⁰ – quand bien même il savait cela nécessaire – la ville peut regretter de s'être transformée en Cité, non pas car elle aurait pu rester simple ville, mais parce qu'à ce moment là sa liberté de constitution, *sa liberté de Cité, était encore pleine et entière*.

La Ville apparaît comme quelque chose d'antérieure au niveau ontologique, à la Cité. Et loin de chercher à cacher un malaise réel, il faut le comprendre. Cette compréhension semble ne pas se faire par la philosophie politique seule. Pour autant, je ne crois pas qu'une compréhension sans elle soit possible. L'erreur fut d'avoir trop souvent pensée la Cité sans la Ville, ou du moins, la Cité sans les particularismes de ce qui fonde une ville. La Ville est antérieure à la Cité. En se transformant, en évoluant, elle perd, naturellement, une part de sa liberté ontologique. De manière inhérente, la Ville ne peut que réclamer un retour à cet état antérieur. La Ville a, dans sa nature, la haine de la Cité. En retournant à son état pré-Cité, la ville peut choisir une autre forme de Cité, mais également une forme archaïque : un petit groupe, ou même une absence de loi et ouvrir les portes d'un anarchisme idéal¹¹. On peut aussi y voir la dissolution de la politique en son sens le plus large. L'État peut être détruit et pourtant la politique se maintenir. Car, au-delà de la Cité, la Ville forme l'ultime cercle de stabilité¹². Cette union géographique, première et fondamentale loi, permet un maintien de la politique de par ce qu'elle a de plus simple mais aussi de plus initial.

Mais ainsi, si on ne saurait détruire la Ville seulement en éradiquant la Cité, la question inverse se pose. Peut-on détruire la Cité en détruisant la Ville ? Doit-on le souhaiter ? Peut on

9 Il nous paraît judicieux d'inviter le lecteur à la vigilance. Si le propre de la Ville n'est pas, dans sa nature, d'avoir des lois, comme le propre de l'animal n'est pas d'être rationnel, dans sa réalisation et sa stabilité, la Ville, comme nous tachons de le montrer, a besoin de lois. Ainsi la Ville pour durer, a besoin d'être Cité. Pour autant, dans son essence essentielle, la *Ville-hors-Cité*, n'a pas ses lois. Nous faisons ici une distinction entre l'essence de la Ville et sa réalisation.

10 J.J. Rousseau, *Du Contrat Social*, I, VI-VII ; B. Spinoza, *Traité Politique*, chap. II-III, *Traité Théologico-Politique*, chap. V, XVI-XVII ; T. Hobbes, *Léviathan*, chap. XVII.

11 Le mot « idéal » est à prendre au sens fort – et ironique – d'illusoire.

12 Il est également possible d'envisager que les citoyens, face aux trahisons des lois par celui ou ceux à qui ils ont remis la souveraineté aient la nostalgie d'un ordre plus simple politiquement et ontologiquement parlant. La Ville leurs apparaît alors comme l'État politique où sa grande simplicité empêchait toute forme de trahison de l'union mise en place.

espérer fonder, encore et toujours des Cités, cherchant à refonder des constitutions sur un premier accord qui est basé sur une certaine nature première : la Ville ? Ne doit on pas espérer faire – pardonnez moi l'expression – table rase ? Refonder la politique ne pourrait-il se faire qu'en refondant la ville également ? La Cité parfaite, celle de Platon, ne voit le jour que sur du neuf, sur une nature nouvelle et non pas sur les ruines d'une cité imparfaite.

Si la question est transposée au niveau national, peut-on espérer améliorer la constitution en reprenant exactement la même ville, c'est à dire le même territoire et le même peuple ? Ne doivent-ils pas choisir, se décider autrement et donner naissance à une nouvelle Ville, c'est à dire à une pré-Cité prête à changer radicalement car sa génération sera réalisée dans des conditions nouvelles ?

On ne s'étonne plus, dès lors, que Platon ait développé, dans sa *République*, la chute du régime idéal¹³ et n'ait pas offert la possibilité d'une remontée, partant de la tyrannie vers la cité parfaite. Cela serait impossible, car, pour refonder réellement la Cité, pour l'améliorer au plus profond de son être, il faudrait la rebâtir dans son fondement ontologique : la *Ville*.

Si on recherche une solution, on se retrouve alors proche de la pensée de Heidegger. Une pensée qu'il ne faudrait pas mésinterpréter, ni par l'éclairage de son contexte historique, ni par le même éclairage de notre époque. On se rappellera de l'union Terre/Peuple que Heidegger dévoile dans *L'origine de l'œuvre d'art*¹⁴. Il serait honteux de tacher d'y appliquer notre problématique en prétendant que Heidegger avait des propos similaires, ou même proches. Heidegger ne touche jamais, de près ou de loin, dans ce texte, aux notions de Ville, de Cité, ou de constitution comme nous entendons le faire.

Mais ce qui m'intéresse ici est de voir à quel point la notion de *peuple* est à relier, grâce à Heidegger, à la notion de *Terre*. Nous marchons sur des œufs. Mes propos pourraient être mal compris, j'en ai conscience et je demande donc une extrême vigilance. La Terre n'est jamais un *donné*, c'est un *pris*. Non pas dans une notion de vol, mais de délimitation primaire. Ce qui m'intéresse ici c'est de voir, de souligner comme je l'ai déjà dit, que dans sa naissance la plus fondamentale, la Ville est d'abord un accord d'une délimitation géographique. La Ville est fondamentalement Terre.

A partir de ce fait, si un peuple entend améliorer sa cité dans les fondements, il faut, comme nous l'avons vu, déjà revenir à l'étape, originelle, de la Ville. Mais cette étape n'est qu'une manière supplémentaire de dire que les hommes doivent revenir à la Terre. Cette Terre peut être le même territoire que la cité avait jadis, ça peut être un territoire plus petit ou plus grand, ce qui est essentiel c'est qu'il soit, de nouveau, délimité. Il faut que le peuple, fasse sien cette Terre et, se faisant, fasse naître la Ville de cet accord fondamental. Accord qui donne naissance à la Cité, comme nous l'avons

13 Platon, *République*, 546A-576B.

14 M. Heidegger, *Vom Ursprung des Kunstwerks (erste Ausarbeitung)*, première partie.

déjà vu.

Je soutiens, et c'est sûrement là la partie la plus politique de mon propos, que le *peuple* n'a en soi aucune réalité tant qu'il ne se délimite pas par la Terre. Ils sont des hommes sans être regroupés et sans avoir déterminé leur Terre, c'est à dire leur Ville (ou leur supra-Ville, c'est à dire, leur pays dans le cas d'un État). Ainsi, c'est par le regroupement sur une même Terre, par un choix volontaire et unificateur, que le peuple naît. On comprendra donc que la question du sang, ou du lieu de naissance n'a aucune forme de cohérence avec celle, plus haute, de la naissance de la Ville.

Si il faut refonder l'état, tel que cela est si souvent demandé, cette exigence ne saurait, comme j'ai taché de le montrer, se faire sans un véritable élan ontologique du peuple entier. Il y a là un paradoxe que de lier tout un peuple à l'ontologie mais c'est pourtant ce qui doit être fait. Tant qu'une nation ne se sera pas opposée frontalement à sa Cité et n'aura pas décidé de refonder sa Ville, c'est à dire de refaire sienne une Terre, de la décréter comme le lieu de l'union de la Ville, refonder la Cité sera tout à fait impossible. Nous n'aurons, au mieux, qu'un vague changement dans un État déjà existant, une impossibilité donc de créer véritablement un nouvel État politique.

Cela dit, et c'est là-dessus que je voudrais terminer d'user de la place que l'on m'a gracieusement offerte, j'ai souhaité profiter de l'opportunité qu'est Opium Philosophie pour inviter ses lecteurs à réfléchir à la notion de Ville en tant que telle et non en tant que Cité. Chacun comprendra à quel point il s'agit là d'une opportunité rare. Je n'entends pas avoir fait le tour de la question, loin de là, je n'entends même pas avoir offert les pistes de réflexion les plus judicieuses. Surtout, je ne crois pas avoir réellement apporté de solution à de potentiels problèmes politiques tout simplement parce que j'ai pensé la Ville en-soi et non une ville quelconque. De ce fait, serait bien malavisé celui qui tacherait de calquer cet article sur la situation géopolitique d'un pays, que ce fût la France, la Syrie ou les deux Corée. En somme, je n'entends pas avoir fait grand chose de plus qu'amener une nouvelle question à des nouveaux penseurs, en espérant, très sincèrement, qu'un esprit, plus haut que le mien, mais qui saurait se montrer magnanime à mon égard, puisse trouver un problème auquel il saura apporter des solutions.